

Les impacts économiques du

(4^e partie et fin)Par Iddir Ahmed Zaïd^(*)

Avec le développement du gaz de schiste, les incitations économiques, dont certaines sont importantes, constituent l'une des raisons à l'origine des conflits entre divers niveaux de gouvernance et les compromis environnementaux réels ou perçus. Toutefois, la création d'emplois reste l'aspect le plus visible et vraisemblablement le gain le plus avantageux du développement du gaz de schiste.

Pour illustrer cet aspect, il suffit de se référer à l'expérience américaine : en 2009, l'impact économique pour la région de Marcellus Shale, en Pennsylvanie, s'est matérialisé par 23 500 emplois, soit l'équivalent de 1,2 milliard \$ de revenus et une valeur ajoutée pour l'économie de la région de 1,9 milliard \$. Bien que les chiffres s'interprètent différemment, il faut retenir que, pour 2009, la Virginie de l'Ouest employait 9 869 personnes dans l'industrie du pétrole et du gaz payant 551,9 millions \$ en salaires avec un

pays, non cadrée sur la politique actuelle des hydrocarbures conventionnels, la maîtrise et l'emprise algérienne sur l'industrie des hydrocarbures non conventionnels pourrait générer des centaines de milliers d'emplois, des milliards \$ de revenus salariaux et une contribution importante à la fiscalité et au PIB qui se chiffrera certainement par dizaines de milliards \$, une fois le rythme de croisière de l'exploitation atteint, sans compter les incidences économiques pouvant en découler pour les centres urbains situés dans les bassins ou à leurs périphéries. Les contrées du grand Sud pourraient abriter d'importants centres de production d'énergie électrique à base du gaz de schiste pouvant constituer des pools d'emplois d'un autre type, et générer des surplus d'énergie exportables vers les pays riverains.

Alors que les emplois représentent et entraînent un impact économique certain du développement du gaz de schiste, nous ne devons pas occulter les paiements des locations et redevances qui encouragent les propriétaires à permettre le développement du gaz de schiste mais aussi à les doter de revenus substantiels.

Dans le cas de l'Algérie, si le développement du gaz de schiste obéit à une logique intelligente au seul bénéfice du pays, non cadrée sur la politique actuelle des hydrocarbures conventionnels, la maîtrise et l'emprise algérienne sur l'industrie des hydrocarbures non conventionnels pourrait générer des centaines de milliers d'emplois, des milliards \$ de revenus salariaux et une contribution importante à la fiscalité et au PIB qui se chiffrera certainement par dizaines de milliards \$, une fois le rythme de croisière de l'exploitation atteint, sans compter les incidences économiques pouvant en découler pour les centres urbains situés dans les bassins ou à leurs périphéries.

impact total pour l'Etat d'environ 12 milliards \$ créant autour de 24 400 emplois divers dont 7 600 en cours d'année.

En 2012, l'étude d'un échantillon de 14 régions productrices de pétrole et de gaz montre que l'impact économique total se chiffre à 46 milliards \$ et 86 000 emplois pendant que, agglomérée à six régions voisines sans hydrocarbures, la zone d'Eagle Ford a eu un impact de 61 milliards \$ et supporte 116 000 emplois. Ces chiffres sont appelés à croître davantage dans toutes ces régions avec les nouvelles projections de développement d'hydrocarbures non conventionnels.

Enfin, en 2010, on estime à 600 000 le nombre d'emplois directs créés autour du gaz de schiste aux Etats-Unis (extraction, support et forage). Selon les prévisions, ce chiffre pourrait grimper jusqu'à 870 000 en 2015 auxquels il faut ajouter tout un faisceau d'emplois indirects.

Dans le même contexte, il est important de comprendre les fondements des compromis du «non à la fracturation» et leurs coûts économiques. Alors que l'essentiel des travaux se focalise sur les impacts économiques de la fracturation, une étude de l'université du Colorado met en évidence les incidences négatives sur l'économie de cet Etat si la mesure d'interdiction venait à être prise ou l'aurait été. Les résultats indiquent que si celle-ci survenait en 2015, avec d'abord la cessation des activités en place, à long terme (2015-2040), ce serait 93 000 emplois perdus et les pertes se chiffreraient à 12 milliards \$ sur le PIB. Dans les cinq premières années de l'interdiction, 68 000 emplois ne seraient pas créés et les pertes s'élèveraient à 8 milliards \$ sur le PIB.

Dans le cas de l'Algérie, si le développement du gaz de schiste obéit à une logique intelligente au seul bénéfice du

L'une des conclusions intéressantes à tirer des travaux récents sur les avantages de l'industrie du gaz de schiste est relative à l'importance des taux d'épargne sur les revenus de location et des redevances dans la Pennsylvanie du Nord-Est. Les études du Marcellus Shale Education and Training Center avancent, dans certaines contrées de Pennsylvanie, des taux d'épargne de l'ordre de 66% sur les revenus des redevances représentant ainsi de fortes économies marginales.

Outre la création d'emplois, les revenus salariaux et la plus-value, l'exploitation du gaz de schiste s'accompagne également d'une importante demande en matière de logements dans les environs immédiats des sites d'exploitation. Dans le nord du Dakota, à Williston, dont la population est de 18 500 habitants, la création de 75 000 nouveaux emplois a engendré un déséquilibre important entre le marché du travail et celui de l'hébergement. Les tarifs de location dans les hôtels ont explosé tandis que les locations sont quatre fois plus chères que 5 années plus tôt et les maisons qui se vendaient à 60 000 \$ sont affichées à 200 000 \$! Même s'il s'agit d'un cas spécifique, cet exemple illustre les conséquences que doivent affronter les municipalités en cas de boom économique. Si ces municipalités veulent fixer ces employés sur leurs territoires, elles doivent bien manager leurs offres en logements et constructions, sinon ceux-ci iront résider dans des hôtels et autres hébergements temporaires quand ils travaillent à proximité ou faire la navette entre le site d'emploi et les zones où le logement est disponible.

Bien entendu, les travailleurs intervenant sur un site gazier peuvent être originaires d'autres régions ou même d'autres Etats, signe révélateur d'un manque de

personnels qualifiés et/ou disponibles sur le marché immédiat. Si les marchés locaux veulent se garantir des recettes fiscales sur les revenus, il est important de développer des formations et des programmes spécifiques à ce type d'emplois, sinon ces revenus seront accaparés par d'autres régions. Il est tout aussi important d'assurer une offre de logement adéquate pour garder ces emplois localement et que la croissance née de ce boom économique ne s'estompe pas une fois la production finie. Il y a évidemment d'autres aspects tels que les effets sur les valeurs immobilières des propriétés et les loyers dans les zones limitrophes des sites de production, que l'on peut inclure dans les impacts économiques, mais dans notre cas, ceux-ci ne revêtent pas une grande importance au moins dans une première étape. Ce sont là les impacts économiques les plus importants qui peuvent accompagner l'extraction du gaz de schiste au vu des expériences de certains sites de production aux Etats-Unis. Il est certain que ces modèles d'évolution ne sont pas transférables en l'état et que les conditions humaines, socioéconomiques et géographiques sont différentes. Mais si l'on tient compte du fait que le développement ne peut émerger que de la combinaison des ressources territoriales et des ressources humaines, il ne peut en être autrement. C'est-à-dire, il est impératif d'associer le développement économique au développement territorial et que les deux ne peuvent être dissociés du développement du capital humain. Donc l'exploitation du gaz de schiste qui n'est qu'une ressource territoriale avant d'être une ressource énergétique doit être envisagée de manière intégrée et dans le souci de l'intérêt général avant de servir les intérêts particuliers et des entreprises chargées de son exploitation. Les points développés ci-dessus concernent les impacts économiques locaux et nationaux de l'extraction du gaz de schiste, mais il y a des impacts plus globaux pouvant conduire à des reconfigurations à une échelle plus globale.

Implications géostratégiques de l'essor du gaz de schiste

Un certain nombre d'implications sont susceptibles d'accompagner les effets dynamiques qui peuvent être induits par l'essor du gaz de schiste. Avec toutes les réserves qui pèsent sur la manière et l'intensité dont celui-ci peut affecter la production et en quel lieu, on peut envisager un ensemble de conséquences probables.

Il serait difficile d'imaginer les répercussions politiques internationales d'une éventuelle dépréciation du poids du Moyen-Orient en sa qualité de fournisseur dominant d'hydrocarbures fossiles dans le monde. La lourde présence diplomatique et militaire américaine dans la région est susceptible d'être affectée par une dépendance amoindrie des Etats-Unis aux gaz et pétrole du Moyen-Orient.

La première implication, et sans doute la plus importante, serait une pression baissière des prix élevés du gaz sur les marchés régionaux hors de l'Amérique du Nord et sur le prix mondial du pétrole. La croissance et la diversification des approvisionnements vont promouvoir une rude concurrence entre les fournisseurs et rendront plus ardue la manipulation du marché au profit des grands producteurs et, pour leurs gouvernements, l'usage de la vente de l'énergie à des fins politiques ! De nombreux pays producteurs devront faire face à une réduction de leurs reve-

nus d'exportation, comme c'est le cas en ce moment. Ceux dont les exportations sont dominées par les hydrocarbures fossiles et dont le développement du gaz de schiste ne peut compenser les pertes en recettes dues à la chute des prix des hydrocarbures, seront contraints d'envisager la diversification de leurs économies et de procéder à de pénibles ajustements macroéconomiques pour rétablir leurs équilibres. En ce moment, notre pays et d'autres vivent un début de dépression, tentent de réajuster «leurs stratégies économiques» vers cette tendance qui s'avère être une obligation. Les promoteurs de gaz de schiste qui auront réussi pourraient en tirer progressivement des avantages similaires à ceux des Etats-Unis. Les pays importateurs d'énergie, mais pas nécessairement leurs consommateurs, bénéficieront de la baisse des prix. Leurs gouvernements introduiront semblablement des politiques de prélèvements à l'importation ou des taxes à la consommation pour consolider leurs budgets ou réduire la croissance de la demande énergétique.

A travers le monde, les producteurs de charbon seront appelés à faire face à une compétition aiguisée par le gaz et le pétrole conduisant à une contraction du marché et de bas prix du charbon. Les efforts consentis à développer des énergies renouvelables à des fins de stabilisation du climat et de sécurité énergétique deviendraient plus onéreux à la suite de l'essor du gaz et du pétrole de schiste. Les politiques visant à accorder plus de financements pour les énergies, éolienne, biologique et solaire, seront amenées à garantir leur place sur le marché face aux prix bas des énergies fossiles. Cependant, la part de marché accrue du gaz naturel, qui sera le plus propre d'entre les combustibles fossiles, lui conférera le pouvoir de réduire davantage les émissions de carbone par rapport au charbon et au pétrole. En Europe, les prix réduits du charbon favoriseraient semblablement l'émergence d'un usage conséquent de cette ressource dans la production de l'énergie électrique. Bien que cela n'affecterait pas les émissions totales de carbone dans le secteur du commerce, car elles sont déterminées par les plafonds d'émissions dans le système d'échanges de l'UE, probablement, l'usage du charbon fera grimper le prix des quotas d'émissions. Il serait difficile d'imaginer les répercussions politiques internationales d'une éventuelle dépréciation du poids du Moyen-Orient en

sa qualité de fournisseur dominant d'hydrocarbures fossiles dans le monde.

La lourde présence diplomatique et militaire américaine dans la région est susceptible d'être affectée par une dépendance amoindrie des Etats-Unis aux gaz et pétrole du Moyen-Orient. Même s'il est difficile de prédire les réactions des Etats-Unis et les probables répercussions politiques dans la région d'un retrait partiel américain, il est probable que le pétrole du Moyen-Orient se fraie une part de marché dans les contrées asiatiques dont la demande reste toujours croissante.